

semblable système. Si au lieu d'une trentaine de banques, il n'en existait que vingt et peut-être quinze, le système gagnerait bientôt une force suffisante pour résister à toutes les difficultés financières qui pourraient éventuellement survenir dans les affaires canadiennes.

L'émission libre de billets qui est simplement le privilège d'utiliser le crédit des banques, est un privilège qui devrait être limité aux institutions financières les plus fortes. Quand on l'accorde à une banque qui n'a pas le degré de force voulue elle est très sujette à en abuser.

Il est à espérer que le Parlement reconnaîtra, quand il se réunira, les causes réelles de cette dernière crise financière à Montréal et qu'il appliquera le remède convenable qui est de maintenir le capital payé d'une banque à succursales au montant que possèdent des institutions plus fortes. Aucun projet d'inspection par le gouvernement ne peut donner la protection que confèrent un fort capital et un privilège exclusif.

Le système des banques canadiennes a si peu de défauts et son excellence est si remarquable qu'il sera comparativement facile pour le Parlement, au moyen de quelques amendements légers, de le rendre aussi parfait que peut l'être une institution humaine.

LES BEURRES D'AMERIQUE ET LE MARCHÉ ANGLAIS

Il y a vingt ans, vers 1880, les Etats-Unis étaient arrivés à placer 39 millions de livres de beurre, en une campagne, sur le marché anglais. Depuis lors, ce trafic est bien tombé : il a fluctué entre 6 et 20 millions de livres durant ces quinze dernières années ; 5,600,000 livres en 1895, 20,250,000 livres l'été dernier. Ce discrédit paraît devoir être attribué à l'abus que des fermiers américains ont fait du corps gras nouveau, le saindoux neutre, que les abattoirs de Chicago cédaient à 4 ou 5 sous la livre et qui s'assimilait dans une mesure plus ou moins large, aux produits laitiers, jusque-là excellents, des fermes américaines. Les fromages ont subi la même défaveur et pour la même cause sans doute. Le marché anglais n'en est pas moins resté un grand consommateur de beurres étrangers, car, de 1886 à 1897, il a doublé ses achats au dehors, les portant à 3 millions $\frac{1}{4}$ de centners (de cent livres anglaises ou 45 kilog.), au profit surtout du Danemark, de la Hollande, de la France. Cette place perdue à Londres, à Liverpool, les Etats-Unis veulent la reconquérir et le gouvernement fédéral a lui-même pris en mains la cause des laiteries : il s'est fait commissionnaire et négociant afin de découvrir ainsi et de pouvoir indiquer la route du succès. Il résulte d'un extrait paru dans les journaux, du rapport que M. Henry E. Alvord, chef du bureau de la laiterie, au Ministère de l'Agriculture à Washington, a préparé pour rendre compte des efforts tentés d'avril en octobre 1898, par l'administration en vue du placement avantageux à Londres des beurres américains, que si des résultats satisfaisants ont été obtenus au point de vue moral, ils ne l'ont été que dans une mesure

Toutes les annonces ne sont pas profitables parce qu'elles ne sont pas toujours placées là où elles devraient l'être pour porter des fruits. Les marchands qui sont habiles en achetant les articles qu'ils croient de bonne vente, ne les sont pas toujours autant dans la distribution de leur publicité. L'annonce doit être faite là où elle peut atteindre les gens à qui ils veulent vendre leurs marchandises.